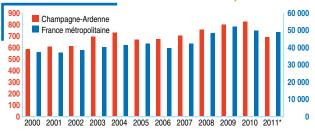
DÉFAILLANCES D'ENTREPRISE

Baisse généralisée des défaillances d'entreprise

n 2011, en Champagne-Ardenne, 693 entreprises défaillantes ont fait l'objet d'un jugement prononçant soit l'ouverture d'une procédure de redressement, soit directement la liquidation judiciaire. Après cinq années consécutives de hausse, le nombre de dépôts de bilan baisse de 16,3 % et retrouve ainsi son niveau d'avant crise.

Au niveau national, le nombre de défaillances d'entreprise diminue très légèrement (-1,4 %) et se maintient au dessus du niveau de 2007. La Champagne-Ardenne connaît la plus forte baisse des défaillances des régions de France métropolitaine, suivie de près par la Corse et l'Alsace. Pour trois des huit régions qui connaissent une progression des dépôts de bilan, la hausse dépasse 5 % (Pays-de-Loire, Picardie et Limousin).

Évolution des défaillances d'entreprise



* Données provisoires Champ : activités marchandes hors agriculture, données en date de jugement

Source : Insee - Bodacc

Dans la région, excepté « l'enseignement, santé et action sociale », tous les grands secteurs d'activités connaissent une baisse des défaillances.

Dans l'industrie, les faillites d'entreprise diminuent fortement (-24,8 %) après la hausse élevée de 2010 (+18,0 %). Au niveau national, le nombre de défaillances d'entreprises industrielles baisse pour la deuxième année consécutive, mais à un rythme moins soutenu (-4,1 % après -13,2 % en 2010).

Dans la construction, après avoir atteint des niveaux record au cours des deux années de crise, la baisse des procédures se poursuit en 2011, mais à un rythme ralenti par rapport à 2010. Avec 162 défaillances, la situation du secteur apparaît encore dégradée au regard de la moyenne sur la période 2000-2007 (133 défaillances).

Dans les services, la situation s'améliore aussi nettement. Après une hausse de 13,3 % en 2010, les défaillances du secteur des activités de soutien aux entreprises diminuent de 39,7 %. Avec 47 dépôts de bilan en 2011, ce secteur n'a jamais connu un aussi bas niveau de défaillances depuis 1993. En France métropolitaine, la baisse se poursuit pour la troisième année consécutive, mais reste limitée à -1,7 %.

Dans les activités de services aux ménages, malgré une baisse des jugements de 6,4 %, le nombre de défaillances d'entreprise reste à un niveau élevé, proche de la moyenne 2007-2010.

Avec 42 défaillances de moins qu'en 2010, le secteur du commerce de gros et de détail, qui pèse pour un quart dans l'ensemble des faillites d'entreprise, s'améliore et retrouve ainsi un niveau

Évolution des défaillances d'entreprise selon le secteur d'activité

	Champagne-Ardenne			France métropolitaine		
Unités : nombre, %	2010	2011(1)	Évolution 2011/2010	2010	2011(1)	Évolution 2011/2010
Industrie	105	79	-24,8	3 769	3 616	-4,1
Construction	175	162	-7,4	13 797	13 143	-4,7
Commerce, transports, hébergement et restauration	339	279	-17,7	18 739	18 818	0,4
dont Commerce ; réparation d'autos et de motos	214	172	-19,6	11 346	11 489	1,3
Transports et entreposage	26	24	-7,7	1 654	1 526	-7,7
Hébergement et restauration	99	83	-16,2	5 739	5 803	1,1
Information et communication	21	17	-19,0	1 308	1 270	-2,9
Activités financières	19	14	-26,3	862	908	5,3
Activités immobilières	28	18	-35,7	1 669	1 586	-5,0
Soutien aux entreprises	78	47	-39,7	5 586	5 491	-1,7
Enseignement, santé, action sociale	16	33	106,3	1 190	1 346	13,1
Services aux ménages	47	44	-6,4	2 832	2 897	2,3
Ensemble	828	693	-16,3	49 752	49 075	-1,4

(1) Données provisoires

Champ : activités marchandes hors agriculture, données en date de jugement

Sources : Insee - Bodacc



DÉFAILLANCES D'ENTREPRISE

proche du début des années 2000. À l'inverse, au niveau national, les dépôts de bilan augmentent de 1,3 % et se maintiennent à un niveau élevé comparé aux années d'avant crise.

Pour la troisième année consécutive, le nombre de défaillances diminue dans l'hébergement et la restauration : avec 83 faillites en 2011, le secteur retrouve son niveau des années 2000 d'avant crise.

« L'enseignement, santé et action sociale », qui pèse pour 4,8 % dans l'ensemble des faillites d'entreprise en 2011, est le seul secteur à ne pas bénéficier dans la région de la baisse généralisée des défaillances d'entreprise. Dans ce groupe d'activités, le nombre de dépôts de bilan fait plus que doubler par rapport à 2010 pour atteindre un niveau jamais égalé depuis le début des années 2000. Cette forte hausse concerne principalement l'action sociale, et tout particulièrement l'aide à domicile qui regroupe, avec 22 dépôts de bilan en 2011, les deux tiers des défaillances du secteur. La région contribue ainsi pour 15 % aux défaillances d'entreprise d'aide à domicile de France métropolitaine de l'année. Au niveau national, le nombre de dépôts de bilan du secteur de « l'enseignement, santé et action sociale » connaît aussi la situation la plus défavorable avec une hausse des défaillances de 13,1 %.

En 2011, le nombre de défaillances diminue dans trois des quatre départements de Champagne-Ardenne. Il augmente dans l'Aube (+4,6 %) et se maintient à un niveau très supérieur à celui de la période d'avant-crise : 229 entreprises auboises déposent le bilan en 2011, elles étaient en moyenne 150 au cours de la période

2000-2007. Au contraire, le nombre de dépôts de bilan diminue fortement dans les Ardennes (-38,0 %) et passe sous le seuil des 100 défaillances avec 80 jugements, soit le plus bas niveau jamais atteint depuis le début de la décennie 90. Aussi, pour la première fois depuis 1993, les défaillances d'entreprise ardennaise sont moins nombreuses que les défaillances haut-marnaises, même si celles-ci sont également en forte baisse (-11,8 %). Dans la Marne, les faillites reculent aussi significativement (-22,2%) et retrouvent leur niveau moyen des années d'avant-crise 2000-2007.

Cyril Pluym

Nombre de défaillances par département

Unités : nombre et %	2010	2011 (1)	Évolution 2011/2010
Ardennes	129	80	-38,0
Aube	219	229	4,6
Marne	378	294	-22,2
Haute-Marne	102	90	-11,8
Champagne-Ardenne	828	693	-16,3

(1) Données provisoires

Champ : activités marchandes hors agriculture, données en date de jugement

Sources : Insee, Bodacc

